

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/N/1/TPKM/1
G/SCM/N/1/TPKM/1
5 juin 2002
(02-3131)

Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

TERRITOIRE DOUANIER DISTINCT DE TAIWAN,
PENGHU, KINMEN ET MATSU

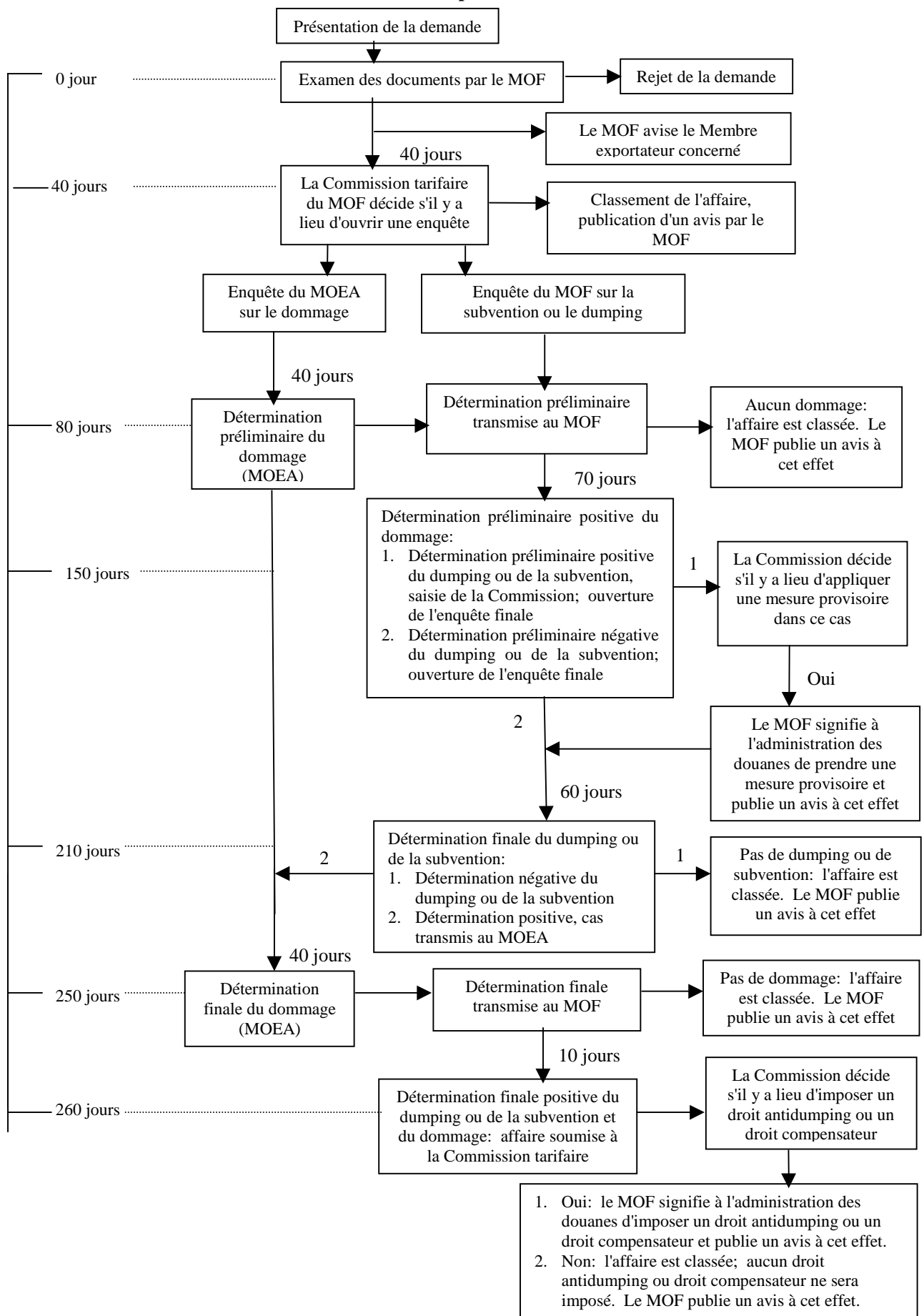
La Mission permanente du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 4 juin 2002.

Conformément à l'article 18.5 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (Accord antidumping), et à l'article 32.6 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord sur les subventions), le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu notifie par la présente au Comité des pratiques antidumping et au Comité des subventions et des mesures compensatoires, les lois et réglementations ci-après en rapport avec les mesures antidumping et les droits compensateurs:

1. Loi douanière (article 3, articles 62-64);
2. Réglementation applicable à l'imposition des droits compensateurs et des droits antidumping.

Prière de noter que les présents textes en anglais ne sont pas une "traduction officielle". En cas de divergence, quelle qu'elle soit, entre les textes en chinois et les textes en anglais, les textes originaux en chinois feront foi, et dans tous les cas nécessitant une interprétation les textes originaux en chinois devraient être consultés.

**Schéma des procédures concernant le dispositif en matière de droit antidumping
et de droit compensateur**



Loi douanière

(Promulguée en 1967, dernière version modifiée le 31 octobre 2001)

Article 3

Les droits de douane seront perçus par l'Administration des douanes soit sur une base *ad valorem* soit sur une base spécifique, conformément au Tarif des douanes à l'importation dans lequel les divers taux de droits sont classés en deux colonnes, les droits qui frappent, d'une part, les marchandises importées de pays ou de zones liés par des arrangements de réciprocité à la République chinoise et, d'autre part, celles provenant des autres pays. Le Ministère des finances, après consultation des autres organismes gouvernementaux concernés, indiquera les taux auxquels sont assujettis chaque pays et chaque zone, puis les soumettra à l'accord de l'exécutif. Celui-ci avisera le législatif de sa décision pour information. Le Tarif des douanes à l'importation, après avoir été adopté par la voie législative, sera promulgué séparément.

Le Ministère des finances pourra mettre en place une Commission tarifaire pour étudier et examiner les questions relatives à la modification du Tarif des douanes à l'importation, et le prélèvement de droits de douane spéciaux. Les règles relatives à l'organisation de la Commission et à la nomination de ses membres seront élaborées par le Ministère des finances puis soumises à l'accord de l'exécutif. Les membres qui constitueront la Commission seront choisis parmi le personnel statutaire du Ministère des finances.

Article 62

Les marchandises importées qui ont bénéficié directement ou indirectement d'une prime ou d'autres formes de subventions au cours du processus de fabrication, de production, d'exportation ou de transport dans le pays d'exportation ou le pays d'origine, causant de ce fait un dommage à la branche de production de la République chinoise, pourront se voir imposer un droit compensateur approprié en plus du droit de douane exigible au titre du Tarif des douanes à l'importation.

Article 63

Les marchandises importées dont il aura constaté qu'elles ont fait l'objet d'un dumping à un prix inférieur à la valeur normale des produits similaires, causant de ce fait un dommage à la branche de production de la République chinoise, pourront se voir imposer un droit compensateur approprié en plus du droit de douane exigible au titre du Tarif des douanes à l'importation.

La "valeur normale" visée dans le paragraphe qui précède s'entend du prix de vente comparable pratiqué au cours d'opérations commerciales normales dans le pays d'exportation ou le pays d'origine. Faute de disposer du prix de vente sur le marché intérieur, la comparaison sera établie sur la base du prix de vente comparable à l'exportation vers un pays tiers approprié, ou du prix construit correspondant au coût de production dans le pays d'origine majoré d'un montant raisonnable pour les frais d'administration et de commercialisation et les autres frais, et pour les bénéfices.

Article 64

L'expression "causant un dommage à la branche de production de la République chinoise", visée dans les deux articles qui précèdent, s'entend d'un dommage important, ou d'une menace de dommage important causé à la branche de production ou d'un retard important dans la création de cette branche de production dans la République chinoise.

Le montant du droit compensateur qui sera imposé ne dépassera pas celui de la prime et de la subvention reçues pour les marchandises importées, et le montant du droit antidumping qui sera imposé ne dépassera pas la marge de dumping des marchandises importées.

La portée, l'objet, le montant du droit compensateur ou du droit antidumping, la date à laquelle commencera ou se terminera son imposition seront prescrits par le Ministère des finances après consultation des autorités compétentes et prendront effet à la date de l'annonce publique.

La réglementation régissant la qualification des requérants, le contenu des requêtes, les enquêtes, les examens, l'exposé des opinions, la procédure à suivre en ce qui concerne le dispositif et toutes autres questions utiles concernant l'imposition d'un droit compensateur et d'un droit antidumping, sera élaborée par le Ministère des finances conjointement avec les autorités compétentes, et sera soumise à l'exécutif pour accord.

Réglementation applicable à l'imposition des droits compensateurs et des droits antidumping**(Promulguée le 3 juillet 1984, version modifiée le 17 novembre 1994 et le 19 décembre 2001)****Article 1**

La présente réglementation est prescrite conformément au paragraphe 4 de l'article 63 de la Loi douanière (ci-après dénommée la Loi).

Article 2

L'imposition d'un droit compensateur et d'un droit antidumping sera approuvée, conformément aux lois et réglementations pertinentes, et rendue publique à l'issue d'une enquête et d'un examen menés par le Ministère des finances (ci-après dénommé le MOF), d'office, sur requête ou par saisine d'autres organismes publics.

Article 3

Dans une affaire concernant l'imposition d'un droit compensateur ou d'un droit antidumping (ci-après dénommée l'affaire), l'autorité chargée de l'enquête visant à déterminer si le produit importé est subventionné ou fait l'objet d'un dumping sera le MOF; l'autorité chargée de l'enquête visant à déterminer si le produit importé subventionné ou faisant l'objet d'un dumping cause un dommage à la branche de production de la République chinoise (ci-après dénommée la ROC) sera le Ministère des affaires économiques (ci-après dénommé le MOEA).

L'enquête précitée dont est chargé le MOEA sera menée par la Commission du commerce international (ci-après dénommée l'ITC).

Article 4

Le droit compensateur et le droit antidumping seront acquittés par la personne qui y est assujettie conformément aux prescriptions de l'article 5 de la Loi.

Article 5

Aux fins de la présente réglementation, l'expression "produit similaire" sera interprétée comme désignant un produit identique au produit importé en question, ou composé des mêmes matières et possédant les mêmes caractéristiques ou qualités. Bien que présentant une apparence ou un conditionnement différent, un produit composé des mêmes matières que celles du produit importé en question sera considéré comme un produit similaire.

Aux fins de la présente réglementation, l'expression "branche de production nationale" sera interprétée comme désignant l'ensemble des producteurs nationaux de produits similaires (ci-après dénommés "produit national similaire") dans la ROC, ou de ceux d'entre eux dont les productions additionnées constituent une proportion majeure de la production nationale totale de ces produits. Toutefois, les producteurs qui sont liés aux importateurs, ou sont eux-mêmes exportateurs ou importateurs du produit en question, ne doivent pas être inclus dans la branche de production nationale.

Aux fins du paragraphe qui précède, un producteur ne sera réputé être lié à un importateur ou à un exportateur que si, en droit ou en fait, l'un d'eux directement ou indirectement contrôle l'autre, ou

si tous deux ensemble contrôlent directement ou indirectement un tiers, ou si tous deux directement ou indirectement sont contrôlés par un tiers, à condition que l'effet de la relation amène le producteur concerné à se comporter différemment.

Article 6

Les producteurs d'un produit national similaire, les groupements professionnels commerciaux, industriels et agricoles, ou toutes autres entités juridiques pourront demander l'imposition d'un droit compensateur ou d'un droit antidumping à l'égard d'un produit importé pour le compte de la branche de production du produit similaire, à condition qu'ils soient légalement constitués et qu'ils puissent préciser la branche de production qu'ils représentent.

L'expression précitée "branche de production qu'ils représentent" sera déterminée par rapport à la production totale du produit similaire au cours de la dernière année précédant la demande. Celle-ci sera soutenue par les producteurs nationaux dont les productions additionnées constituent plus de 50 pour cent de la production totale du produit similaire, produit par la partie de la branche de production nationale exprimant son soutien ou son opposition à la demande; la production des producteurs nationaux soutenant expressément la demande représentera plus de 25 pour cent de la production totale du produit similaire produite par la branche de production nationale.

Article 7

Les requérants qui demandent l'imposition d'un droit compensateur ou d'un droit antidumping à l'égard de produits importés déposeront une demande écrite auprès du MOF comportant les éléments ci-après, ainsi que la documentation nécessaire conformément aux prescriptions de l'article 21.

1. Renseignements sur le produit importé concerné:
 - 1) description, qualité, spécifications, utilisation, numéro tarifaire ou code de classification des produits et autres caractéristiques;
 - 2) nom du pays ou des pays d'exportation ou du pays d'origine, et de tous producteurs étrangers, exportateurs et importateurs nationaux connus.
2. Renseignements sur la qualification du requérant:
 - 1) identité du requérant, des producteurs des produits nationaux similaires qui expriment leur soutien ou leur opposition à la demande et leur production;
 - 2) nom, qualité, spécifications, utilisation, numéro tarifaire ou code de classification des produits et autres caractéristiques du produit similaire.
3. Renseignements sur la subvention ou le dumping dont fait l'objet le produit concerné:
 - 1) l'auteur d'une demande d'imposition d'un droit compensateur à l'égard d'un produit importé devra indiquer qu'une prime ou une autre forme de subvention a été perçue directement ou indirectement au cours du processus de fabrication, de production, d'exportation ou de transport du produit dans le pays d'exportation ou le pays d'origine;
 - 2) l'auteur d'une demande d'imposition d'un droit antidumping à l'égard d'un produit importé indiquera le prix de vente à la ROC, le prix de vente comparable pratiqué au

cours d'opérations commerciales normales dans le pays d'exportation ou le pays d'origine, ou le prix de vente comparable à l'exportation vers un pays tiers approprié à condition que le prix soit représentatif, ou le prix construit correspondant au coût de production dans le pays d'origine majoré d'un montant raisonnable pour les frais d'administration et de commercialisation et autres frais connexes, et pour les bénéfices;

- 3) lorsque le requérant affirme qu'il est nécessaire d'imposer un droit compensateur ou un droit antidumping provisoire, il en indiquera les raisons; et
 - 4) le requérant, qui affirme qu'il est nécessaire d'imposer un droit compensateur ou un droit antidumping à l'égard d'un produit importé avant la date d'imposition du droit compensateur ou du droit antidumping provisoire, déclarera l'existence des situations prescrites au titre de l'article 43.
4. Renseignements sur le dommage causé à la branche de production de la ROC:
- 1) production, volume et valeur des ventes, bénéfices, emploi et utilisation de la capacité de production au cours des trois dernières années, pour le requérant et la branche de production qu'il représente;
 - 2) volume total et valeur des importations du produit concerné pendant les trois dernières années, part de marché dans la ROC, volume et valeur des importations en provenance du pays d'exportation et leur incidence sur les prix du produit national similaire;
 - 3) dans le cas où il est affirmé qu'un retard s'est produit dans la création d'une branche de production nationale de produits similaires, le requérant apportera la preuve que la création d'une telle branche de production est imminente, et que les plans concernant cette nouvelle branche de production ont déjà été en grande partie mis en œuvre;
 - 4) lorsqu'une raison valable fait que le requérant n'est pas capable de fournir les renseignements sur le dommage causé à la branche de production de la ROC pour les trois dernières années, celui-ci devrait néanmoins fournir lesdits renseignements pour la période la plus récente.

Article 8

En ce qui concerne la demande d'imposition d'un droit compensateur ou d'un droit antidumping, le MOF consultera les organismes compétents aux fins de présenter une proposition concernant l'ouverture éventuelle d'une enquête à la Commission tarifaire (ci-après dénommée la Commission) pour décision; pour autant que la demande ne soit pas rejetée pour l'une des raisons, quelle qu'elle soit, indiquées ci-après:

- 1) l'identité du requérant ne remplit pas les conditions prescrites à l'article 6;
- 2) le contenu de la demande ne satisfait pas aux prescriptions de l'article qui précède et les renseignements complémentaires et la correction apportés par la suite ne l'ont pas été dans le délai imparti par l'autorité;
- 3) la demande ne relève manifestement pas du champ d'application d'un droit compensateur ou d'un droit antidumping.

En ce qui concerne la demande visée au paragraphe qui précède, le MOF présentera, dans un délai de 40 jours à compter du jour suivant la réception de la demande, la proposition à la Commission pour décision. Toutefois, le temps consacré par le requérant pour compléter et corriger la demande conformément à l'alinéa 2 qui précède ne sera pas inclus dans la période de 40 jours.

En ce qui concerne la demande d'imposition d'un droit compensateur, le MOF, avant de présenter la proposition à la Commission pour décision, invitera le pays ou les pays d'exportation ou le pays d'origine à entamer des négociations aux fins de parvenir à un arrangement, et leur ménagera la possibilité de poursuivre les négociations pendant la durée de l'enquête.

Les négociations précitées n'empêcheront pas la mise en œuvre de la procédure de décision et l'enquête ultérieure sur l'affaire.

Article 9

Dans le cas où la Commission décide de ne pas ouvrir d'enquête, le MOF avisera immédiatement le requérant et les parties intéressées connues, par écrit, classera l'affaire et publiera un avis à cet effet. Dans le cas où la Commission décide d'ouvrir une enquête, le MOF avisera immédiatement le requérant et les parties intéressées connues, par écrit, et publiera un avis à cet effet.

À l'ouverture de l'enquête, le MOF fournira le texte de la demande, ainsi qu'il est prescrit à l'article 7, au gouvernement du pays ou des pays exportateurs, ou à ses représentants et aux exportateurs connus. Toutefois, la présente disposition ne s'applique pas en ce qui concerne les renseignements revêtant un caractère confidentiel, conformément aux lois et réglementations pertinentes.

Article 10

La "partie intéressée", visée dans la présente réglementation, englobe les entités ci-après:

- 1) le producteur étranger, l'exportateur, et l'importateur national du produit qui fait l'objet de l'enquête, le groupement professionnel commercial, industriel ou agricole dont une majorité de membres sont des importateurs nationaux, des producteurs étrangers ou des exportateurs;
- 2) le gouvernement du pays ou de la zone exportateurs du produit qui fait l'objet de l'enquête, ou ses représentants, ou le pays ou la zone d'origine du produit qui fait l'objet de l'enquête;
- 3) le producteur de produits nationaux similaires ou le groupement professionnel commercial, industriel ou agricole dont une majorité de membres sont des producteurs nationaux;
- 4) les autres parties intéressées, désignées par l'autorité concernée.

Article 11

Dans le cas où la Commission décide d'ouvrir une enquête, le MOF mènera l'enquête concernant l'existence d'une subvention ou d'un dumping, et saisira immédiatement le MOEA pour l'enquête concernant l'existence d'un dommage causé à la branche de production de la ROC.

Article 12

Lorsque le MOEA mènera une enquête au titre de l'article qui précède, il examinera les renseignements communiqués par le requérant et les parties intéressées, et tout autre renseignement pertinent disponible, et notifiera au MOF sa détermination préliminaire dans un délai de 40 jours à compter du jour qui suit la date à laquelle il a été saisi de l'affaire. Dans le cas où la détermination préliminaire établit qu'aucun dommage n'a été causé à la branche de production de la ROC, le MOF, après que la Commission aura décidé de classer l'affaire, avisera immédiatement le requérant et les parties intéressées connues, par écrit, et publiera un avis à cet effet. Dans le cas où la détermination préliminaire établit qu'un dommage a été causé à la branche de production de la ROC, le MOF, dans un délai de 70 jours à compter du jour qui suit la réception de l'avis mentionné ci-dessus, saisira la Commission aux fins d'établir une détermination préliminaire de l'existence éventuelle d'une subvention ou d'un dumping et avisera le requérant et les parties intéressées connues, par écrit, et publiera un avis à cet effet.

Article 13

Lorsque le MOF établit une détermination préliminaire de l'existence d'une subvention ou d'un dumping, et décide qu'il est urgent d'accorder une protection provisoire à la branche de production nationale concernée, il devrait, après consultation des autorités concernées, imposer un droit compensateur ou un droit antidumping provisoire à l'égard des produits importés; il avisera immédiatement le requérant et les parties intéressées connues, par écrit, et publiera un avis à cet effet.

L'imposition d'un droit compensateur ou d'un droit antidumping provisoire, visé au paragraphe qui précède, devrait être garantie par la personne assujettie au droit sous la forme d'obligations d'État ou d'autres titres reconnus par le MOF, pour un montant équivalent au droit.

La période d'imposition d'un droit compensateur ou d'un droit antidumping provisoire ne dépassera pas quatre mois. À la demande de l'exportateur étranger, cette période devrait être portée à six mois après accord.

Lorsque le MOF, au cours d'une enquête, envisage d'examiner si un droit moindre que la marge de dumping suffirait à faire disparaître le dommage, les périodes d'imposition précitées de quatre et de six mois devraient être portées à six et à neuf mois respectivement, à la suite de la détermination de la Commission.

Article 14

Dans le cas où une détermination préliminaire est établie, le MOF ouvrira une enquête concernant l'existence éventuelle d'une subvention ou d'un dumping et saisira la Commission, dans un délai de 60 jours à compter du jour qui suit la détermination préliminaire, aux fins d'établir la détermination finale.

Dans le cas où une détermination finale établit qu'il n'existe pas de subvention, ou de dumping, le MOF classera l'affaire et avisera le requérant et les parties intéressées connues, par écrit, et publiera un avis à cet effet. En même temps, le MOF notifiera au MOEA la clôture de son enquête. Dans le cas où une détermination finale établit l'existence d'une subvention ou d'un dumping, le MOF avisera immédiatement le requérant et les parties intéressées connues, par écrit, publiera un avis à cet effet et saisira le MOEA. Celui-ci disposera d'un délai de 40 jours à compter du jour qui suit la réception de l'avis, pour terminer l'enquête et la détermination finales visant à établir si la subvention ou le dumping cause un dommage à la branche de production de la ROC, et notifiera sa détermination finale au MOF.

Article 15

Lorsque les autorités concernées constatent que l'affaire qui fait l'objet de l'enquête relève de l'une des situations indiquées ci-après, le MOF saisira la Commission pour détermination, et mettra ainsi fin à l'enquête:

- 1) les éléments prouvant l'existence de la subvention, du dumping ou du dommage sont insuffisants;
- 2) le montant de la subvention est inférieur à 1 pour cent du prix du produit en question importé en ROC;
- 3) la détermination finale a établi que la marge de dumping est inférieure à 2 pour cent du prix des importations du produit similaire en ROC en provenance du pays ou des pays d'exportation ou du pays d'origine; et
- 4) il a été constaté que les volumes respectifs des importations subventionnées ou faisant l'objet d'un dumping en provenance des pays en question représentent moins de 3 pour cent des importations de produits similaires, sauf si les importations additionnées de ces pays dépassent 7 pour cent des importations totales du produit similaire.

Lorsque l'enquête est close conformément au paragraphe qui précède, le MOF avisera immédiatement le requérant et toute partie intéressée connue, par écrit, publiera un avis à cet effet, puis classera l'affaire.

Article 16

Dans le cas où la détermination finale du MOEA établit qu'aucun dommage n'a été causé à la branche de production de la ROC, le MOF, après que la Commission aura décidé de classer l'affaire, avisera immédiatement le requérant et toute partie intéressée connue, par écrit, et publiera un avis à cet effet. Lorsque la détermination finale établit qu'un dommage a été causé à la branche de production de la ROC, le MOF, dans un délai de dix jours à compter du jour qui suit la réception de l'avis du MOEA, saisira la Commission aux fins de décider s'il y a lieu d'imposer un droit compensateur ou un droit antidumping. Dans le cas où la Commission décide d'imposer un droit compensateur ou un droit antidumping, le MOF, conformément aux lois et réglementations pertinentes, se prononcera sur les produits en cause, sur le pays ou les pays d'exportation, les droits respectifs et la date à laquelle commencera ou s'achèvera l'imposition du droit compensateur ou du droit antidumping et avisera immédiatement le requérant et toute partie intéressée connue, par écrit, et publiera un avis à cet effet.

Lors du processus de décision concernant l'imposition d'un droit compensateur ou d'un droit antidumping visé dans le paragraphe qui précède, la Commission considérera essentiellement l'existence d'une subvention ou d'un dumping, et d'un dommage causé à la branche de production et examinera également l'incidence de l'affaire sur les intérêts économiques globaux de la ROC.

Article 17

L'avis au public concernant l'ouverture de l'enquête, la détermination préliminaire ou finale, l'imposition d'un droit compensateur ou d'un droit antidumping provisoire conformément à la présente réglementation, et la suspension ou la clôture de l'enquête à la suite de l'acceptation d'un arrangement

conformément à l'article 24, sauf si un traitement confidentiel a été demandé, contiendra les éléments suivants:

1. Avis au public concernant l'ouverture de l'enquête:
 - 1) nom du pays ou des pays d'exportation ou du pays d'origine, et produits en cause;
 - 2) date d'ouverture de l'enquête;
 - 3) base sur laquelle est fondée l'allégation de l'existence d'une subvention ou d'un dumping;
 - 4) résumé des facteurs économiques sur lesquels est fondée l'allégation de l'existence d'un dommage à la branche de production; et
 - 5) délais ménagés aux parties intéressées pour faire connaître leur point de vue, et l'adresse à laquelle celles-ci devraient faire parvenir leurs opinions écrites.
2. Avis au public concernant la détermination préliminaire ou finale:
 - 1) résultat de la détermination concernant la principale affirmation; et
 - 2) raisons et bases juridiques sur lesquelles est fondée la détermination.
3. Avis au public concernant l'imposition d'un droit compensateur ou d'un droit antidumping provisoire:
 - 1) raisons et bases juridiques sur lesquelles est fondée la détermination préliminaire de l'existence d'une subvention, d'un dumping et d'un dommage;
 - 2) nom des producteurs étrangers, des exportateurs, du pays ou des pays d'exportation ou d'origine;
 - 3) description des produits en cause;
 - 4) raisons de la détermination de l'existence d'une subvention ou de la marge de dumping qui en découle; et
 - 5) principales raisons ayant conduit à la détermination de l'imposition d'un droit compensateur ou d'un droit antidumping provisoire.
4. Avis au public de la clôture ou de la suspension de l'enquête à la suite de l'acceptation d'un engagement:
 - 1) faits pertinents et bases juridiques sur lesquels est fondée l'acceptation d'un engagement;
 - 2) raisons pour accepter ou rejeter les opinions données par les pays intéressés, les exportateurs étrangers et les importateurs nationaux;
 - 3) raisons de la détermination de l'existence d'une subvention ou d'une marge de dumping, et du dommage qui en découle; et

- 4) renseignements non confidentiels sur l'engagement.

Article 18

Lorsque les besoins de l'enquête et de l'examen de l'affaire le demandent, l'autorité concernée devrait proroger d'une durée pouvant aller jusqu'à la moitié les périodes respectives énoncées dans la présente réglementation.

L'autorité concernée avisera le requérant et toute autre partie intéressée connue de la prorogation de la période précitée par écrit, et publiera un avis à cet effet.

Article 19

En ce qui concerne l'enquête sur l'affaire, l'autorité compétente:

- 1) demandera au requérant et aux parties intéressées connues de répondre à un questionnaire, ou de fournir les renseignements pertinents;
- 2) mènera une enquête appropriée sur les éléments de preuve pertinents et les renseignements communiqués par écrit par le requérant et les parties intéressées;
- 3) s'il y a lieu, mandatera des agents pour mener une enquête dans les locaux des importateurs nationaux ou des producteurs du produit similaire, des producteurs étrangers ou des exportateurs; et
- 4) s'il y a lieu, signifiera au requérant ou aux parties intéressées connues de faire connaître leurs opinions, ou acceptera les demandes justifiées formulées par le requérant ou les parties intéressées à cette fin.

Les producteurs étrangers ou les exportateurs recevront un questionnaire conformément au premier alinéa du paragraphe qui précède, et disposeront d'un délai d'au moins 30 jours à compter de sa réception pour y répondre. Toutes demandes justifiées de prorogation de la période précitée devraient être satisfaites s'il y a lieu.

Les renseignements présentés oralement par le requérant ou les parties intéressées au titre de l'alinéa 4 du premier paragraphe seront redonnés ensuite par écrit.

Article 20

Le requérant et les parties intéressées pourront demander de prendre connaissance des renseignements pertinents concernant l'enquête en matière de droits compensateurs ou de droits antidumping, sauf si ces renseignements sont de nature confidentielle aux termes de la présente réglementation.

Article 21

En ce qui concerne les renseignements présentés, le requérant et les parties intéressées indiqueront séparément les renseignements qui peuvent être divulgués et ceux qui ne peuvent pas l'être. Toutefois, lorsqu'un traitement confidentiel est demandé, un résumé non confidentiel devra être fourni.

Lorsque le traitement confidentiel demandé conformément au paragraphe qui précède n'est pas garanti ou lorsqu'un résumé non confidentiel n'est pas fourni, l'autorité compétente ne devrait pas tenir compte de ces renseignements. Le requérant et les parties intéressées pourront prendre connaissance de ces renseignements dans un délai de sept jours à compter du jour qui suit la réception de l'avis.

Lorsque le requérant et les parties intéressées reçoivent l'assurance que les renseignements fournis seront traités confidentiellement, les autorités compétentes ne divulgueront pas ces renseignements sans l'autorisation expresse de la partie qui les aura communiqués.

Article 22

Lorsque le requérant et les parties intéressées ne communiquent pas les renseignements nécessaires dans le délai imparti, ou entravent de toute autre manière l'enquête, l'autorité compétente sera libre d'établir les déterminations sur la base des éléments disponibles.

Article 23

Sauf dispositions contraires énoncées dans la présente réglementation, l'ITC appliquera *mutatis mutandis* les dispositions pertinentes du chapitre III des "règles régissant la protection contre les importations" pour mener l'enquête visant à déterminer si un dommage a été causé à la branche de production de la ROC.

Article 24

À la suite de la détermination préliminaire, lorsque les pouvoirs publics du pays exportateur ou des exportateurs étrangers auront pris des engagements satisfaisants pour éliminer l'effet dommageable de la subvention ou du dumping, ou d'autres mesures effectives pour faire disparaître le dommage causé à la branche de production de la ROC, le MOF pourra accepter ces engagements.

En cas d'acceptation d'un engagement conformément au paragraphe qui précède, le MOF devrait demander aux pouvoirs publics du pays exportateur ou aux exportateurs étrangers de fournir périodiquement des renseignements sur l'exécution dudit engagement.

Article 25

Lors de l'acceptation d'un engagement conformément à l'article qui précède, le MOF devrait suspendre la procédure et l'imposition du droit compensateur ou du droit antidumping provisoire et aviser le requérant et les parties intéressées connues et publier un avis à cet effet.

En cas de violation d'un engagement par les pouvoirs publics du pays exportateur ou par les exportateurs étrangers, les autorités concernées poursuivront l'enquête conformément à l'article 14. Dans le cas où un droit compensateur ou un droit antidumping provisoire n'a pas été imposé, ou lorsque cette imposition a été suspendue, le MOF pourra, s'il y a lieu, imposer un tel droit à titre provisoire après avoir présenté les éléments disponibles à la Commission aux fins d'établir la détermination. Lorsqu'une détermination prévoyant l'imposition d'un droit compensateur ou d'un droit antidumping est établie conformément aux lois et réglementations, les droits définitifs pourront être perçus sur les produits importés 90 jours au plus tard avant l'imposition effective des droits provisoires. Toutefois, l'imposition des droits définitifs ne s'appliquera pas aux produits importés avant la violation de l'engagement.

Article 26

Lorsque le MOF accepte un engagement conformément à l'article 24 de la présente réglementation, les autorités concernées devraient poursuivre l'enquête d'office ou à la demande des pouvoirs publics du pays exportateur ou des exportateurs étrangers.

S'il y a détermination négative de l'existence d'une subvention, d'un dumping ou du dommage, l'engagement deviendra automatiquement caduc, sauf dans les cas où une telle détermination est due en grande partie à l'existence d'un engagement.

Article 27

Aux fins de la présente réglementation, une subvention sera réputée exister si l'une des mesures ci-après, quelle qu'elle soit, est mise en œuvre directement ou indirectement par les pouvoirs publics ou un organisme public du pays exportateur au bénéfice d'une entreprise ou d'une branche de production particulière, lui conférant ainsi un avantage:

- 1) octroi de dons, prêts et participation au capital social;
- 2) octroi de garanties de prêt;
- 3) abandon ou non-perception d'impôts normalement exigibles;
- 4) achats de biens ou fourniture de biens ou de services autres qu'une infrastructure générale;
- 5) soutien des revenus ou des prix.

Les circonstances ci-après ne seront pas considérées comme conférant un avantage:

- 1) la prise de participation au capital social des pouvoirs publics ou d'un organisme public du pays exportateur est compatible avec la pratique habituelle du secteur privé concernant les investissements;
- 2) il n'y a pas de différence entre le prêt commercial accordé à l'entreprise par les pouvoirs publics ou un organisme public du pays exportateur, et celui qu'elle aurait pu effectivement obtenir sur le marché;
- 3) il n'y a pas de différence entre le montant que l'entreprise bénéficiaire de la garantie paie sur le prêt garanti par les pouvoirs publics ou un organisme public du pays exportateur et celui qu'elle paierait sur un prêt commercial comparable, en l'absence de garantie des pouvoirs publics;
- 4) la fourniture de biens ou de services par les pouvoirs publics ou un organisme public du pays exportateur ne s'effectue pas moyennant une rémunération moins qu'adéquate ou moyennant une rémunération plus qu'adéquate. L'adéquation de la rémunération sera déterminée par rapport aux conditions du marché existantes.

Article 28

Aux fins de la présente réglementation, le montant d'une subvention sera déterminé par le montant unitaire perçu pour chaque produit importé, et il sera tenu dûment compte des circonstances indiquées ci-après:

- 1) lorsque des dépenses ont été engagées pour obtenir la subvention, ou lorsque le droit à l'exportation ou la taxe est imposé par le pays exportateur afin de neutraliser la subvention, ces dépenses et ce droit ou cette taxe seront déduits;
- 2) lorsque la subvention n'est pas accordée sur la base de la quantité produite ou exportée, le montant total de la subvention sera alloué aux biens produits ou exportés pendant une période déterminée;
- 3) lorsque la subvention est accordée sous la forme d'un prêt ou d'une garantie de prêt, elle sera calculée par rapport à la différence entre les intérêts effectivement payés par le bénéficiaire ou exigibles de sa part et les intérêts exigibles au titre d'un prêt commercial comparable ou d'une garantie de prêt dans le pays exportateur.

Article 29

Aucune des circonstances ci-après ne sera traitée comme relevant du cours d'opérations commerciales normales conformément au paragraphe 2 de l'article 63 de la Loi, et le prix qui en découle ne sera pas considéré comme la valeur normale:

- 1) lorsque le coût ou le prix est affecté du fait de l'existence d'une association ou d'un arrangement de compensation entre l'acheteur et le vendeur; ou
- 2) lorsque les ventes du produit similaire dans le pays d'origine ou les ventes à un pays tiers à des prix inférieurs aux coûts de production unitaires, majorés des frais d'administration et de commercialisation et d'autres frais connexes, sont effectuées sur une longue période, et que tous les prix de vente moyens pondérés des transactions sont inférieurs au coût unitaire moyen pondéré, ou que le volume des ventes inférieures aux coûts unitaires représente plus de 20 pour cent du volume de la transaction, et sont effectuées à des prix qui ne permettent pas de couvrir les frais dans un délai raisonnable. Si les prix qui sont inférieurs aux coûts unitaires au moment de la vente sont supérieurs aux coûts unitaires moyens pondérés pour la période couverte par l'enquête, il sera considéré que ces prix permettent de couvrir les frais dans un délai raisonnable.

Article 30

Aux fins de la présente réglementation, l'expression "en l'absence d'un prix de vente comparable sur le marché intérieur" mentionnée à l'article 63 de la Loi, signifie que le marché intérieur du pays d'exportation ou du pays d'origine connaît l'une des situations ci-après:

- 1) lorsque aucune vente du produit similaire n'a lieu au cours d'opérations commerciales normales;
- 2) lorsque le volume des ventes du produit similaire est inférieur à 5 pour cent du volume des ventes de ce produit à la ROC. Toutefois, une proportion plus faible

devrait être acceptable si les ventes ont lieu au cours d'opérations commerciales normales et sont représentatives;

- 3) lorsque la situation du marché est particulière.

Article 31

Conformément au paragraphe 2 de l'article 63 de la Loi, lorsqu'il n'y a pas de prix de vente comparable et que la valeur construite est utilisée comme base de la comparaison, les montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation et aux autres frais connexes, ainsi qu'aux bénéfices, seront fondés sur des données réelles concernant la production et les ventes, au cours d'opérations commerciales normales, du produit en question, par le producteur ou l'exportateur étranger. Lorsque ces montants ne pourront pas être ainsi déterminés, ils pourront l'être sur la base:

- 1) des montants réels que l'exportateur ou le producteur étranger faisant l'objet de l'enquête a engagés ou obtenus en ce qui concerne la production et les ventes sur le marché intérieur du pays d'origine du produit similaire;
- 2) de la moyenne pondérée des montants réels que les autres exportateurs ou producteurs étrangers faisant l'objet de l'enquête ont engagés ou obtenus en ce qui concerne la production et les ventes du produit similaire sur le marché intérieur du pays d'origine;
- 3) de toute autre méthode raisonnable, à condition que le montant correspondant aux bénéfices ainsi établi n'excède pas le bénéfice normalement réalisé par d'autres exportateurs ou producteurs étrangers faisant l'objet de l'enquête lors de ventes du produit similaire sur le marché intérieur du pays d'origine.

Article 32

Dans le cas où il n'y a pas de prix de vente à l'importation en ROC, où lorsqu'il apparaît que l'on ne peut se fonder sur le prix de vente du produit faisant l'objet de l'enquête du fait de l'existence d'une association ou d'un arrangement de compensation entre l'exportateur étranger et l'importateur national ou une tierce partie, le prix de vente pourra être construit par le MOF sur la base du prix auquel les produits importés sont revendus pour la première fois à un acheteur indépendant.

Article 33

Aux fins de la présente réglementation, la marge de dumping sera déterminée par la différence entre le prix de vente à l'importation en ROC et la valeur normale la plus basse.

La marge de dumping précitée pourra être établie sur la base d'une comparaison entre le prix de vente moyen pondéré à l'importation en ROC, et la valeur normale moyenne pondérée ou par la comparaison entre le prix de vente à l'importation et la valeur normale transaction par transaction. Lorsque les prix de vente à l'importation en ROC diffèrent notablement entre différents acheteurs, régions ou périodes, le prix de vente de transactions prises individuellement pourra être comparé avec la valeur normale moyenne pondérée.

En ce qui concerne le prix de vente construit à l'importation en ROC déterminé conformément à l'article qui précède, les dépenses ci-après engagées entre l'importation et la revente seront déduites avant d'établir une comparaison avec la valeur normale:

- 1) assurance, transport, manutention, chargement et déchargement, et autres frais connexes;
- 2) droits de douane et autres taxes; et
- 3) bénéfice ou commission raisonnable réalisé normalement.

Dans le cas où des produits ne sont pas importés directement du pays d'origine, mais exportés à partir d'un pays tiers, à destination de la ROC, la marge de dumping sera déterminée en comparant le prix de vente à l'importation en ROC et la valeur normale dans le pays tiers, conformément au paragraphe 1. Toutefois, une comparaison pourra être effectuée avec la valeur normale dans le pays d'origine, si les produits transitent simplement par un autre pays, ou si, pour de tels produits, il n'y a pas de production ou pas de valeur normale dans cet autre pays.

Lorsque le pays d'origine ou le pays d'exportation n'est pas une économie de marché, la valeur normale sera déterminée en comparant le prix de vente comparable ou la valeur construite du produit similaire dans un autre pays à économie de marché, ou en comparant le prix de vente comparable du produit similaire exporté de cet autre pays vers un autre pays à économie de marché, ou vers la ROC, ou lorsque ces comparaisons ne sont pas possibles, la valeur normale sera déterminée sur une autre base raisonnable.

Article 34

La détermination de la marge de dumping, conformément à l'article qui précède, sera également effectuée conformément aux indications ci-après:

- 1) la comparaison effectuée entre le prix de vente à l'importation en ROC et la valeur normale sera faite au même niveau commercial et à des dates aussi voisines que possible;
- 2) des ajustements seront apportés pour tenir compte des différences dans les caractéristiques physiques, dans la taxation, dans les niveaux commerciaux, dans les dates de la transaction, dans les quantités, dans les conditions de vente et d'autres éléments affectant la comparabilité des prix.

Lorsque la comparaison effectuée au titre de l'alinéa 1 qui précède nécessitera une conversion de monnaies, cette conversion sera effectuée en utilisant le taux de change en vigueur à la date de la vente. L'exportateur se verra ménager la possibilité d'ajuster ses prix de vente à l'importation en ROC afin de tenir compte des mouvements durables des taux de change enregistrés pendant la période couverte par l'enquête.

Article 35

La marge de dumping visée dans l'article 33 sera déterminée sur une base individuelle pour chaque producteur étranger ou exportateur connu faisant l'objet de l'enquête.

Dans les cas où le nombre de producteurs étrangers, d'exportateurs, d'importateurs nationaux ou de types de produits visés sera si important que l'établissement d'une telle détermination sera irréalisable, les autorités concernées pourront limiter leur examen soit à un nombre raisonnable de parties intéressées ou de produits, soit au plus grand pourcentage du volume des exportations en provenance du pays en question, de manière à déterminer la marge de dumping individuelle pour chaque producteur étranger ou exportateur faisant l'objet de l'enquête.

Conformément au paragraphe qui précède, le MOF déterminera une marge de dumping individuelle et un taux de droit applicable à tout producteur étranger ou exportateur qui n'a pas été choisi initialement et qui présente les renseignements nécessaires à temps, sauf dans les cas où le nombre de producteurs ou d'exportateurs est si important qu'il affecterait l'enquête.

Article 36

Tout droit antidumping appliqué à des producteurs étrangers ou à des exportateurs qui n'auront pas été visés initialement par l'enquête, conformément à l'article qui précède, ne dépassera pas la marge de dumping moyenne pondérée établie pour les producteurs étrangers ou les exportateurs choisis.

Dans le cas où une marge de dumping est établie pour les producteurs étrangers ou les exportateurs choisis dans les circonstances indiquées à l'alinéa 3, paragraphe 1 de l'article 15, ou de l'article 22, il ne sera pas tenu compte de cette marge de dumping pour le calcul de la moyenne pondérée précitée.

Après que la détermination finale aura été établie et sur demande, le MOF procédera dans les moindres délais à un réexamen afin de déterminer les marges de dumping individuelles pour les producteurs ou les exportateurs du pays exportateur en question qui n'ont pas exporté le produit en question vers la ROC pendant la période couverte par l'enquête, à condition que ces producteurs ou ces exportateurs puissent montrer qu'ils ne sont liés à aucun des producteurs ou des exportateurs du pays exportateur qui sont assujettis aux droits antidumping frappant le produit. Le MOF pourra demander des garanties correspondant au droit antidumping visé au paragraphe 1, à partir de la date à laquelle le réexamen aura été engagé. De plus, si ce réexamen conduit à déterminer l'existence d'un dumping pour ces producteurs étrangers ou ces exportateurs, les droits antidumping ainsi déterminés seront perçus.

Article 37

En ce qui concerne la détermination visant à établir si les importations subventionnées ou faisant l'objet d'un dumping causent un dommage à la branche de production de la ROC, l'autorité concernée examinera les éléments ci-après:

- 1) augmentation des importations en question, y compris en quantité absolue, ou par rapport à la production ou à la consommation de la ROC;
- 2) effet des importations en question sur les prix du marché des produits nationaux similaires, y compris s'il y a eu sous-cotation du prix, ou si ces importations ont pour effet de déprimer les prix ou d'empêcher des hausses de prix, et si le prix de ces importations est inférieur au prix du produit national similaire;
- 3) incidence des importations en question sur la branche de production nationale, y compris une évaluation des facteurs économiques ci-après qui influent sur la situation de cette branche:
 - 1) production;
 - 2) productivité;
 - 3) utilisation de la capacité;
 - 4) stocks;
 - 5) ventes;

- 6) part de marché;
- 7) prix de vente;
- 8) marge de dumping;
- 9) bénéfices;
- 10) retour sur investissement;
- 11) flux de liquidités;
- 12) emploi et salaires;
- 13) croissance;
- 14) capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement;
- 15) autres facteurs pertinents.

Article 38

Pour établir une détermination de l'existence d'une menace de dommage important conformément à l'article 64 de la Loi, l'autorité concernée, en plus de mener une enquête conformément à l'article qui précède, prendra en compte entre autres choses des facteurs comme le taux d'accroissement des importations subventionnées ou faisant l'objet d'un dumping, la capacité, les stocks, la capacité d'exportation des producteurs étrangers ou des exportateurs et le prix de vente à l'importation et examinera si d'autres importations subventionnées ou faisant l'objet d'un dumping sont imminentes et si un dommage important pour la branche de production de la ROC se produirait à moins que des mesures de protection ne soient prises.

Article 39

Pour évaluer l'effet des importations subventionnées ou faisant l'objet d'un dumping par rapport aux branches de production nationales, lorsque les données disponibles permettent d'identifier cette production séparément sur la base de critères tels que le procédé de production, les ventes des producteurs et les bénéfices, l'autorité concernée prendra la production du produit national similaire comme base de l'évaluation.

Lorsqu'il n'est pas possible d'identifier séparément cette production du produit national similaire conformément au paragraphe qui précède, les autorités concernées évalueront, sur la base des renseignements disponibles, l'effet des importations subventionnées ou faisant l'objet d'un dumping par examen de la production du groupe ou de la gamme de produits le plus étroit, comprenant le produit similaire.

Article 40

Lorsque les importations d'un produit en provenance de plus d'un pays feront simultanément l'objet d'enquêtes antidumping, l'autorité concernée pourra procéder à une évaluation cumulative des effets de ces importations, après avoir pris en compte les éléments ci-après:

- 1) les circonstances indiquées aux alinéas 2 et 3, et dans la première phrase de l'alinéa 4, paragraphe 1 de l'article 15 de la présente réglementation sont absentes;
- 2) conditions de concurrence entre les produits importés;
- 3) conditions de concurrence entre les produits importés et les produits nationaux similaires.

Article 41

Lorsqu'une affaire concernant l'imposition d'un droit compensateur ou d'un droit antidumping provisoire relève de l'une des situations indiquées ci-après, le droit compensateur ou le droit antidumping peut être perçu rétroactivement à partir de la date à laquelle l'imposition de ce droit provisoire a été appliquée:

- 1) une détermination finale de l'existence d'un dommage important causé à la branche de production de la ROC est établie;
- 2) dans le cas où l'imposition d'un droit compensateur ou d'un droit antidumping provisoire a conduit à une détermination finale de l'existence d'une menace de dommage important autre qu'un dommage important causé à la branche de production de la ROC.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa 2 du paragraphe qui précède, en cas de détermination finale de l'existence d'une menace de dommage important ou d'un retard important, un droit compensateur ou un droit antidumping sera imposé à partir de la date de la détermination et tout dépôt en espèces ou en titres effectué pendant l'imposition de ce droit provisoire sera restitué et toute caution libérée par le MOF.

Article 42

Lorsqu'une détermination finale est négative, tout dépôt en espèces ou en titres effectué pendant l'imposition du droit compensateur ou du droit antidumping provisoire sera restitué et toute caution libérée.

Dans le cas où une détermination prévoit l'imposition d'un droit compensateur ou d'un droit antidumping, conformément au paragraphe 1 de l'article qui précède, si le montant du droit définitif est supérieur au droit provisoirement imposé, la différence ne sera pas recouvrée; si ce montant est inférieur au droit provisoirement imposé, la différence sera restituée.

Article 43

Lorsque des importations subventionnées ou faisant l'objet d'un dumping relèvent de l'une des situations indiquées ci-après, le MOF imposera, après consultation des autorités concernées, un droit compensateur ou un droit antidumping sur les produits importés 90 jours au plus avant l'application du droit provisoire:

- 1) le dommage à la branche de production de la ROC est causé par des importations massives d'un produit bénéficiant de subventions, effectuées en un temps relativement court;
- 2) le dommage à la branche de production de la ROC est causé par la persistance d'un dumping, ou l'importateur national savait, ou aurait dû savoir, que l'exportateur étranger pratiquait un dumping, ou effectuait des importations massives du produit en question dans un temps relativement court.

Article 44

Un an après qu'un avis aura été donné au public concernant l'imposition du droit compensateur ou du droit antidumping, le MOF pourra saisir la Commission aux fins de réexaminer

l'ouverture éventuelle d'une enquête pour déterminer si les raisons qui justifiaient l'imposition de ce droit sont devenues caduques ou ont changé, soit d'office soit à la demande du requérant ou de toute partie intéressée qui justifierait par des données positives la nécessité d'un tel réexamen.

Dans le cas où la Commission décide d'ouvrir une enquête conformément au paragraphe qui précède, les autorités concernées disposeront d'un délai de neuf mois à compter du jour qui suit l'avis au public concernant l'enquête, pour établir une détermination. S'il y a lieu, cette période pourra être prorogée, mais l'enquête sera normalement achevée dans un délai de 12 mois à partir de la date de son ouverture.

Les procédures de réexamen dans le présent article sont assujetties aux conditions ci-après:

- 1) dans le cas où il s'agit simplement de déterminer si la situation de la subvention ou du dumping est devenue caduque ou a changé, le MOF, à l'issue de l'enquête, présentera à la Commission pour décision une proposition visant éventuellement à mettre fin au droit imposé ou à le modifier, avisera les parties intéressées et publiera un avis à cet effet;
- 2) dans le cas où il s'agit simplement de déterminer si la situation du dommage causé à la branche de production est devenue caduque ou a changé, le MOF saisira immédiatement le MOEA pour mener l'enquête et établir la détermination. Dès que le MOEA aura notifié au MOF sa détermination, celui-ci lui présentera en retour une proposition visant éventuellement à mettre fin au droit imposé ou à le modifier, avisera les parties intéressées et publiera un avis à cet effet;
- 3) dans le cas où il ne s'agit pas simplement de déterminer si la situation de la subvention ou du dumping est devenue caduque ou a changé, mais également de déterminer si la situation du dommage causé à la branche de production est devenue caduque ou a changé, le MOF, en plus de saisir le MOEA pour mener l'enquête concernant la situation du dommage, terminera l'enquête concernant la situation de la subvention ou du dumping, et saisira la Commission pour décision. Dans le cas où la Commission décide que la situation de la subvention ou du dumping est devenue caduque, le MOF signifiera au MOEA de clore l'enquête et avisera par ailleurs les parties intéressées et publiera un avis concernant la fin de l'imposition;
- 4) après avoir clos l'enquête visant à déterminer si la situation du dommage causé à la branche de production est devenue caduque ou a changé et établi une détermination conformément à l'alinéa qui précède, le MOEA avisera le MOF du résultat. Celui-ci présentera ce résultat avec sa détermination établissant si la situation de la subvention ou du dumping est devenue caduque ou a changé, à la Commission qui décidera éventuellement de mettre fin à l'imposition du droit ou de le modifier, avisera les parties intéressées et publiera un avis à cet effet.

En ce qui concerne l'enquête et de la détermination effectuées au titre du paragraphe qui précède, les autorités concernées examineront si le maintien du droit est nécessaire pour neutraliser la subvention ou le dumping, et si le dommage serait susceptible de subsister ou de se reproduire au cas où le droit serait éliminé ou modifié. Ces procédures s'appliqueront *mutatis mutandis* à la présente réglementation, à l'exception des articles 12 et 14.

Dans le cas où un engagement a été accepté en vertu de l'article 24, les dispositions du présent article s'appliqueront *mutatis mutandis* en ce qui concerne les procédures relatives à l'enquête et à la

détermination visant à établir si la situation ayant conduit à un tel engagement est caduque ou a changé.

Article 45

L'imposition d'un droit compensateur ou d'un droit antidumping prendra fin après une période n'excédant pas cinq ans et si, à l'issue de l'enquête, il est déterminé que la subvention ou le dumping n'existent plus et que le dommage à la branche de production nationale a cessé, ou que l'échéance du droit n'entraînerait pas la réapparition de la subvention ou du dumping et du dommage.

Quatre ans et six mois au plus tard après l'imposition d'un droit compensateur ou d'un droit antidumping, le MOF publiera un avis annonçant que la période d'imposition approche cinq ans. Si les parties intéressées visées à l'alinéa 3 de l'article 10 considèrent que le maintien du droit est nécessaire, elle déposeront une demande dans le mois qui suit la publication de l'avis. Le MOF présentera la demande à la Commission qui décidera s'il y a lieu d'entreprendre un réexamen.

Dans le cas où il aura été décidé d'entreprendre un réexamen au titre du paragraphe qui précède, le MOF disposera d'un délai de six mois à partir de la date à laquelle cette décision aura été rendue publique, pour terminer l'enquête relative à la subvention et au dumping visée au paragraphe 1, et avisera le MOEA. Le MOEA disposera d'un délai de huit mois à partir de la date à laquelle la décision d'entreprendre le réexamen aura été rendue publique, pour terminer l'enquête relative au dommage visée au paragraphe 1 et avisera le MOF. Le MOF disposera d'un délai de dix jours à partir du jour qui suit la réception de l'avis, pour saisir la Commission pour décision. Lorsqu'il aura été décidé de maintenir l'imposition du droit, le MOF avisera les parties intéressées connues et publiera un avis à cet effet.

La période prescrite dans le paragraphe qui précède peut, s'il y a lieu, être prorogée; toutefois, en aucun cas la prorogation n'excédera 12 mois. La présente réglementation, à l'exception des articles 12 et 14, s'appliquera *mutatis mutandis* s'agissant desdites procédures.

Lorsque les parties intéressées n'apportent pas, conformément au paragraphe 2, des éléments de preuves solides, ou ne présentent pas la demande dans les délais impartis conformément audit paragraphe, ou que la Commission décide de ne pas entreprendre de réexamen, ou de ne pas poursuivre l'imposition du droit, le MOF avisera les parties intéressées connues et publiera un avis à cet effet.

En ce qui concerne les engagements acceptés au titre de l'article 24, lesdites procédures s'appliqueront *mutatis mutandis* aux dispositions du présent article.

Article 46

Lorsque le produit importé assujéti à l'imposition d'un droit compensateur ou d'un droit antidumping est l'objet d'une transformation ultérieure et exporté, ce droit ne sera pas restitué; toutefois, lorsque le produit importé est réexporté sous sa forme originale donnant droit au bénéfice d'une exemption de droit de douane conformément à la législation, ce droit pourra être restitué.

Article 47

Lorsqu'il est constaté que les producteurs ou les exportateurs du pays exportateur versent ou compensent le montant du droit compensateur ou du droit antidumping qui est acquitté par la personne assujéti au droit, ce montant sera à nouveau imposé en tant que droit compensateur ou droit antidumping.

Article 48

En ce qui concerne les questions relatives à l'enquête, à l'examen et à la détermination d'un cas conformément à la présente réglementation, les autorités concernées pourront se référer à l'accord international pertinent ou aux pratiques habituelles, pour autant qu'aucune disposition spécifique n'ait été prescrite dans la Loi et la présente réglementation.

Article 49

En ce qui concerne les avis donnés au public conformément à la présente réglementation, le MOF publiera chacun d'entre eux au Journal officiel et pourra les faire paraître dans la presse quotidienne.

Article 50

La présente réglementation prendra effet à compter de la date de sa promulgation.
